

sur l'appui des masses ? Non, car la Russie est le pays le plus petit-bourgeois d'Europe. Si le parti adopte la plate-forme de la révolution socialiste, il se transformera en un cercle de propagandistes. C'est de l'Occident que doit être déclenchée la révolution... Où se lèvera le soleil de la révolution socialiste ? Etant donné l'état de choses qui règne chez nous, le milieu petit-bourgeois, j'estime que ce n'est pas à nous de prendre l'initiative de la révolution socialiste. Nous n'avons pas les forces nécessaires à cet effet ; en outre les conditions objectives font défaut. En Occident, la question de la révolution socialiste se pose à peu près de la même façon que, chez nous, celle du renversement du tsarisme. »

A la conférence d'avril, tous les adversaires de Lénine n'allaient pas jusqu'aux conclusions de Noguine, mais tous, par la logique des choses, ils furent forcés de les accepter quelques mois plus tard, à la veille d'octobre. Diriger la révolution prolétarienne ou se borner au rôle d'opposition dans le Parlement bourgeois : telle était l'alternative dans laquelle se trouvait placé notre parti. La deuxième position était menchevique ou, plus exactement c'était la position que les mencheviks furent forcés d'abandonner après la révolution de février. En effet, pendant des années, les leaders mencheviques avaient affirmé que la révolution future serait bourgeoise, que le gouvernement d'une révolution bourgeoise ne pouvait accomplir que les tâches de la bourgeoisie, que la social-démocratie ne pouvait assumer les tâches de la démocratie bourgeoise et devrait, « tout en poussant la bourgeoisie vers la gauche », se confiner dans le rôle d'opposition. Martinov, en particulier, ne s'était pas lassé de développer ce thème. La révolution de février amena bientôt les mencheviks à participer au gouvernement. De leur position de principe ces derniers ne conservèrent que la thèse portant que le prolétariat ne devait pas s'emparer du pouvoir. Ainsi, ceux des bolcheviks qui condamnaient le ministérialisme menchevik tout en s'élevant contre la prise du pouvoir par le prolétariat, se retranchaient dans les positions pré-révolutionnaires des mencheviks.

La révolution provoqua des déplacements politiques dans deux sens : les droites devinrent cadets et les cadets, républicains (déplacement vers la gauche) ; les s.-r. et les mencheviks devinrent parti bourgeois dirigeant (déplacement vers la droite). C'est par des moyens de ce genre que la société bourgeoise tente de créer une nouvelle ossature pour son pouvoir, sa stabilité et son ordre.

Mais alors que les mencheviks abandonnent leur socialisme formel pour la démocratie vulgaire, la droite des bolcheviks passe au socialisme formel, c'est-à-dire à la position qu'occupaient, la veille encore, les mencheviks.

Le même regroupement se produisit dans la question de la guerre. A l'exception de quelques doctrinaires, la bourgeoisie (qui d'ailleurs n'espérait plus guère la victoire militaire) adopta la formule : « Ni annexions, ni contribution ». Les mencheviks et les s.-r. zimmerwaldiens, qui avaient critiqué les socialistes français parce qu'ils défendaient leur patrie républicaine bourgeoise, devinrent des défensistes dès qu'ils se sentirent en république bourgeoise : de la position internationaliste passive, ils passèrent au patriotisme actif. En même temps, la droite bolchevique glissa à l'internationalisme passif de « pression » sur le Gouvernement Provisoire, en vue d'une paix démocratique « sans annexions, ni contribution ». De la sorte, la formule de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie se disloque théoriquement et politiquement à la conférence d'avril et fait apparaître deux points de vue opposés : le point de vue démocratique, masqué par des restrictions socialistes formelles, et le point de vue social-révolutionnaire ou point de vue bolchevique véritable.

Les journées de juillet, l'émeute de Kornilov, la conférence démocratique et le Pré-parlement.

Les décisions de la conférence d'avril donnèrent au parti une base juste, mais ne liquidèrent pas les divergences au sommet de la direction. Au contraire, ces divergences devaient au cours des événements revêtir des formes encore plus concrètes et atteindre à leur plus grande acuité au moment le plus grave de la révolution aux journées d'octobre.

La tentative d'organiser une démonstration le 10 juin, tentée suggérée par Lénine, fut condamnée comme une aventure par ceux des bolcheviks qui avaient désapprouvé le caractère de la manifestation d'avril. La démonstration du 10 juin n'eut pas lieu car elle fut interdite par le Congrès des soviets. Mais, le 18 juin, le Parti eut sa revanche : la démonstration générale de Pétrograd organisée sur l'initiative, d'ailleurs assez imprudente, des conciliateurs s'effectua presque entièrement sous les mots d'ordre bolcheviques. Néanmoins le gouvernement tenta d'avoir le dessus : il entreprit une offensive stupide sur le front. Le moment était décisif. Lénine met le Parti en garde contre les imprudences : le 21 juin, il écrit dans la *Pravda* : « Camarades, à l'heure actuelle, une intervention ne serait pas rationnelle. Il nous faut franchir maintenant une nouvelle étape dans notre révolution. »